



NIGER
COMPTE ANNUEL
DECEMBRE 2025

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Etablissement Public à Caractère Administratif

Direction de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques

ECONOMIE



COMPTE ÉCONOMIQUE DE LA NATION PROVISOIRES 2023





AVANT-PROPOS

La présente publication de l’Institut National de la Statistique (INS) est consacrée aux comptes économiques de la nation sémi-définitifs 2023. La méthodologie d’élaboration des comptes nationaux utilisée au Niger s’inspire des recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008). Quelques précisions méthodologiques figurent dans ce document.

Il convient de noter que les comptes provisoires, établis sur la base des informations statistiques partielles, sont susceptibles de révision dans les prochaines éditions en fonction de la disponibilité de nouvelles données statistiques qui enrichiront ces comptes.

Cette édition comporte les principaux tableaux sur le Produit Intérieur Brut (PIB), des tableaux de synthèse et divers agrégats macroéconomiques.

L’INS exprime ses remerciements aux acteurs du Système Statistique National (SSN), ainsi qu’aux structures et institutions (ministères, organismes et entreprises) pour leur franche collaboration lors de la collecte de données

statistiques qui ont servi de base à l’établissement de ces comptes économiques. L’Institut les encourage à poursuivre et à renforcer cette collaboration, en vue d’améliorer, non seulement la qualité des données, mais aussi de réduire les délais de la mise à disposition aux utilisateurs des informations statistiques consolidées, très utiles pour le processus de prise des décisions.

Malgré qu’il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu’il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services de l’Institut, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, l’INS accueillerait-il volontier toutes observations, remarques et suggestions complémentaires, qui permettront d’améliorer la qualité des prochaines éditions.

Souleymane ALZOUMA

Directeur Général par intérim de l’Institut National de la Statistique

SIGNALETIQUE



OURS

Unité responsable : Division des Comptes Nationaux

Directeur de publication : Monsieur Souleymane ALZOUMA, Directeur Général pi de l'INS ;

Directeur de publication adjoint : Monsieur Moussa MAMAN HASSAN, Secrétaire Général pi de l'INS ;

Directeur de Rédaction : Monsieur Issaka AMADOU MAMANE, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE).

Chargés de la rédaction :

Chef de la Division des Comptes Nationaux (DCN) : **Monsieur Mahamane Bachir SADOU**

Chef du Service des comptes du secteur moderne : **Docteur Boureima ISSA GUIRE**

Cheffe du Service des comptes des secteurs primaire et informel : **Madame TASSIOU Mariama ALHADO**

Cadres :

Monsieur Abdou-Salam MAAZOU ICHAOU

Monsieur Aboubacar SAIDOU BOUREIMA

Madame ABDOU Halimatou ISSA IBRAHIM

Monsieur Djibrilla OUMAROU ANGOULA

Monsieur Sofiani BOUKARI

Monsieur Yayé SOUMANA

Monsieur Mamane LEHIDA ANDI

Monsieur Abdoul Aziz HAMADOU

Monsieur Kassimou ABDOULAYE KORAOU

Monsieur Oukachatou SANI SALIFOU

Monsieur Abdoul Nasser ABDOULAYE TCHIAMBOU

Monsieur Awalou MALAM ISSAKA ABDOU

Chargés de collecte, de la saisie et du traitement des données :

Monsieur Maalik SOUMAILA ABDOU SALAMI

Madame Ramatou SALIFOU SEYNI

Monsieur Moussa INOUSSA BACHIROU

Monsieur Adamou BOUBACAR BEYAMINOU



SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CCF	Consommation de capital fixe
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CI	Consommation Intermédiaire
CITI	Classification Internationale Type par Industrie
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
ENESI	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
ERE	Équilibre Ressources Emplois
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
NCA	Non Classé Ailleurs
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PP	Points de Pourcentage
RDM	Reste du Monde
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNB	Revenu National Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SNF	Société Non Financière
SSN	Système Statistique National
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VAB	Valeur Ajoutée Brute



SOMMAIRE

Avant-propos	i
Sigles et Abréviations	iii
Sommaire	v
Avertissement	ix
Précisions methodologiques	x
1. Cadre conceptuel	x
2. Migration des Comptes Nationaux de Excel vers ERETES	x
3. Consolidation des Comptes Nationaux Annuels 2015-2024	xi
4. Contenu du document	xi
5. Travaux de mise en œuvre du scn 2008 et de changement d'année de base	xii
6. Retropolation de la série des comptes nationaux	xiii
7. Difficultés et limites du document	xiv
I. Synthese de l'activite economiques	15
II.	15
1.1 Environnement économique international	15
1.2 Situation économique nationale	16
1.2.1 Produit intérieur brut par secteur d'activité économique	17
a. Baisse de croissance du secteur primaire	17
b. Augmentation du rythme de la croissance du secteur secondaire	18
c. Forte baisse de la croissance du secteur tertiaire	19
d. Baisse des impôts et taxes sur les produits ...	19
1.2.2 Emplois du Produit Intérieur Brut	20
a. Hausse de la consommation finale	20
b. Baisse du niveau de croissance de l'investissement	20
c. Atténuation du deficit du commerce exterieur	20
CONCLUSION	21
Remerciements	23
Annexes : comptes nationaux annuels 2022-2023	25
Glossaire des principaux termes utilisées	37



COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité	16
Tableau 2 : Taux de croissance des branches du secteur primaire (en %)	18
Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire (en %)	18
Tableau 4 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire (%)	19
Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (en%)	20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)	17
--	----

LISTE DES ANNEXES

Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel	27
Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché	28
Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015	29
Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché	30
Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015	31
Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut (optique dépense)	32
Tableau annexe 7 : Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu	32
Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs (en %)	33
Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (en%)	34
Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (en %)	35
Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)	36
Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)	36
Tableau annexe 13 : Tableau des opérations financières de l'Etat	Erreur ! Signet non défini.



COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION



AVERTISSEMENT

Dans le cadre de l'amélioration des statistiques produites, l’Institut National de la Statistique (INS) a mené, au cours de la période allant de 2016 à 2019, des travaux de rénovation des comptes nationaux. L’objectif est de procéder au rebasage des comptes nationaux passant de la base 2006 à la base 2015 afin de prendre en compte le SCN 2008 et les changements dans la structure de l’économie. Une série des comptes a été produite sur la base 2015 puis elle a été retropolée à partir de l’ancienne série en remontant jusqu’en 2000. Depuis 2022, les missions d’AFRISTAT et autres missions techniques ont recommandé à l’INS d’élaborer les comptes en passant de la base fixe (c'est-à-dire au prix de l’année de base) à la base mobile (c'est-à-dire en volume, au prix de l’année précédente) conformément aux recommandations du SCN 2008.

Afin de s’aligner davantage sur les recommandations des Nations Unies en matière d’élaboration des comptes nationaux et être en phase avec les pays de la sous-région (UEMOA), l’INS a entrepris, depuis septembre 2023, des travaux de production de la série des comptes nationaux (2015-2022) sur ERETES. En outre, la mission d’AFRITAC de l’Ouest d’octobre 2024 a recommandé de consolider les séries des comptes et les rendre plus cohérentes dans leurs évolutions. La prise en compte de cette recommandation a révélé la nécessité de réviser la série des comptes au moins sur la période de 2015 à 2022 qui correspond à la série produite avec 2015 comme année de base.

L’établissement des comptes nationaux en volume crée une difficulté de comparabilité des années consécutives. Pour résoudre ce problème, il est recommandé de produire les comptes en volume chainé au prix d’une année de base, en l’occurrence 2015. Cette procédure consiste à extraire les comptes en année de base (2015) par des indices de volume annuel, en enchainant, jusqu’à l’année courante (2024). Dans ce cas, les données annuelles deviennent comparables. Cependant, l’inconvénient de la méthode de chainage est qu’elle ne respecte pas la propriété d’additivité induisant une perte d’additivité des composantes des agrégats économiques. C'est dire que la somme des composantes en volume chainé ne donne pas la valeur totale de l’agrégat en volume chainé. Dans le respect du critère de transparence des comptes nationaux, nous faisons apparaître une ligne « écart statistique » qui correspond à la différence entre l’agrégat et l’addition de ses composantes en volume chainé.

Ces travaux s’inscrivent, dans la ligne directrice que l’INS s’est fixée qui consiste à produire et à fournir aux utilisateurs des statistiques fiables, aussi exhaustives que possible, mises à jour et de meilleure qualité.

A l’issue des travaux de révision de la série des comptes, des différences de données seront constatées compte tenu du changement de la méthodologie. Les travaux de révision de la série vont se poursuivre avec la retropolation de cette série à partir de la série déjà retropolée base 2015.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

CADRE CONCEPTUEL

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux au Niger repose sur les recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 2008). À partir de 2019, les comptes nationaux du Niger sont établis suivant le SCN 2008 avec la publication des premiers résultats sur la nouvelle base 2015.

La nomenclature des activités économiques au Niger est adaptée aux nouvelles nomenclatures des États membres d'AFRISTAT et de la CEDEAO, qui elles-mêmes s'inspirent des nomenclatures internationales, notamment la Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rev4¹).

Sur le plan technique, le cadre actuel introduit des évolutions majeures dans le traitement des volumes. Désormais, la série des comptes est établie aux **prix de l'année précédente (base mobile)**, rompant ainsi avec l'ancienne pratique qui privilégiait les prix de l'année de base 2015 (base fixe). Ce changement permet de prendre en compte l'évolution de la structure de l'économie à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base. De plus, afin de disposer d'une série d'agrégats comparables dans le temps, un chaînage des comptes a été effectué.

Enfin, pour parachever ce processus, les travaux de consolidation ont été effectués à l'aide d'une maquette Excel spécifique. Ce dispositif a été privilégié pour assurer une cohérence optimale des données finales en permettant une analyse en série tout en répondant à l'impératif de réduction des délais de publication.

MIGRATION DES COMPTES NATIONAUX DE EXCEL VERS ERETES

Depuis septembre 2023, sur recommandations d'AFRISTAT et de diverses missions d'appuis techniques, l'INS-Niger a entrepris la migration des comptes (2015-2022) d'Excel vers le logiciel ERETES.

Cette démarche vise à instaurer une méthodologie rigoureuse et uniforme avec les autres pays membres de l'UEMOA, dans l'élaboration des comptes nationaux. Cependant, cette migration rallonge le temps nécessaire pour l'établissement d'une année des comptes nationaux par rapport à l'utilisation du logiciel Excel.

¹ CITI rev4 : quatrième révision de la Classification Internationale Type par Industrie



Cette migration des comptes présente deux (2) conséquences majeures :

- La série des comptes nationaux sur ERETES en volume est établie au prix de l'année précédente (base mobile), alors qu'avant les comptes nationaux en volume étaient établis au prix de l'année de base 2015 (base fixe) ;
- La perte de l'additivité en volume entre la somme des composantes chainées d'un agrégat et ce dernier lui-même chainé, dans le cadre de l'établissement des comptes en base mobile.

Toutefois, les travaux de consolidation des comptes ont été réalisés à partir d'une maquette Excel d'une part pour assurer la cohérence des comptes et d'autre part pour réduire les délais de leur publication.

CONSOLIDATION DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS 2015-2024

En octobre 2024, une mission d'assistance technique d'AFRITAC de l'Ouest du Fonds Monétaire International (FMI) a appuyé l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA), en volume au prix de l'année précédente et sur les Comptes Nationaux Trimestriels (CNT). L'objectif de cette mission était d'accompagner l'INS du Niger à mettre en œuvre les bonnes pratiques en matière d'élaboration des CNA telles que recommandées dans le SCN 2008, en vue de bien aligner les CNT sur les CNA. Dans ce cadre, les travaux d'analyse des évolutions des variables macroéconomiques et des ratios ont permis d'identifier les évolutions incohérentes nécessitant une amélioration de la série des CNA en vue de leur publication.

Ainsi, les travaux sur la révision des CNA 2015-2024, entrepris dès lors, se sont poursuivis jusqu'en décembre 2025. A la suite de ces travaux, une rétropolation de la série des comptes antérieurs à 2015 est prévue au cours de l'année 2026.

CONTENU DU DOCUMENT

Ce document contient une analyse succincte de l'évolution de l'économie du Niger en 2023 en se concentrant sur les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques.

Il est présenté des tableaux relatifs au Produit Intérieur Brut (PIB) ainsi que des tableaux de synthèse des données macroéconomiques clés. De plus, il comprend des explications sur les concepts et les définitions utilisés dans l'analyse, ainsi qu'une nomenclature des activités économiques pour classer et catégoriser les différentes composantes de l'économie.

En somme, ce document offre une vue d'ensemble de la situation économique du Niger en 2023, en fournissant des données et des informations essentielles sur les principaux agrégats économiques.

TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU SCN 2008 ET DE CHANGEMENT D'ANNÉE DE BASE

Conformément à sa mission de fournir aux autorités et autres utilisateurs des indicateurs permettant une meilleure mesure et évaluation des activités économiques, et afin de se conformer aux recommandations internationales pour la mise en œuvre du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger a entrepris d'importants travaux de rénovation des comptes nationaux et de migration du SCN 1993 au SCN 2008. Cette initiative a nécessité une mobilisation substantielle de ressources humaines, matérielles et financières.

Les travaux de mise à jour du PIB selon la nouvelle base 2015 et de migration vers le SCN 2008 ont débuté en juillet 2016. Cette transition a impliqué l'adoption de nouvelles nomenclatures d'activités (CITI, rev4) et de produits (CPC, rev2), ainsi que l'intégration des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages et de l'Agriculture (ECVMA) de 2014 et de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017. Ces changements ont été renforcés par des enquêtes légères multiples et des améliorations méthodologiques.

Les principales nouveautés du SCN 2008 incluent notamment : (i) le calcul et la ventilation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) ; (ii) l'estimation de la production non marchande de la Direction nationale de la BCEAO pour le Niger ; (iii) le calcul de la production de l'assurance dommage à partir des indemnités ajustées et des suppléments de primes ajustés ; (iv) le traitement de la recherche et développement ; (v) la création d'un sous-secteur pour les Institutions sans but lucratif au service des ménages ; (vi) la prise en compte des dépenses d'armement dans la Formation brute de capital fixe ; (vii) la production non marchande des ménages en recherche d'eau.

Les améliorations de la couverture des données ainsi que celles des méthodes de traitement et la prise en compte des changements du SCN 2008 ont concerné presque tous les secteurs de l'activité économique. L'ensemble des travaux de changement de l'année de base et d'application du SCN 2008 a conduit à une réévaluation significative du PIB de 33,3 % par rapport à l'ancienne base de 2006. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration de la couverture des données sources (18,3 %) ainsi qu'à l'amélioration des



méthodes de traitement et à la prise en compte des changements du SCN 2008 (15,0 %). De plus, de nouveaux travaux sont en cours pour l'adoption d'une nouvelle base, notamment avec la réalisation du Recensement Général des Entreprises (ReGEN) par l'INS en 2022.

RETROPOULATION DE LA SERIE DES COMPTES NATIONAUX

Les changements de l'année de base et de système dans les comptes nationaux sont des démarches visant à améliorer la qualité et la pertinence des comptes nationaux en fonction des évolutions économiques, des besoins d'analyse et des normes internationales. Cependant, ces changements peuvent entraîner des ruptures dans les séries de données, ce qui peut rendre difficile la comparaison entre les périodes.

Afin de conserver une cohérence dans les séries de comptes nationaux malgré les changements, une pratique courante est de retrouver les nouvelles données ou d'extrapoler les anciennes données en utilisant la nouvelle année de base et le nouveau système comptable. Cela signifie que les anciennes données sont recalculées selon les nouvelles normes et méthodes, afin de créer une série continue et homogène dans le temps. En d'autres termes, il s'agit de recalculer les séries de l'ancienne base selon les cadres de la nouvelle base. Cette méthode permet de garantir la compatibilité des données historiques avec les nouvelles normes et qu'elles peuvent être utilisées pour des comparaisons et des analyses continues.

Une révision majeure des comptes nationaux, comme le changement d'année de base ou l'adoption d'un nouveau système comptable, nécessite non seulement la création de nouvelles séries de données pour les nouvelles notions ou parties du système qui n'étaient pas prises en compte précédemment, mais aussi la correction des données déjà publiées pour intégrer les changements de concepts, classifications, méthodes d'estimation, et pour rectifier d'éventuelles erreurs identifiées dans les chiffres antérieurs. De plus, de nouvelles données provenant des recensements ou des enquêtes périodiques de référence peuvent être intégrées pour assurer l'exactitude et la cohérence des données révisées.

En somme, les révisions des comptes nationaux visent à améliorer la qualité et la fiabilité des données, mais aussi nécessitent des efforts considérables pour assurer la cohérence des séries historiques et leur adaptation aux nouvelles normes et réalités économiques.

Les séries retrouvées, de la nouvelle base 2015, s'étendent sur la période 2014 à 2000. Parmi les multiples méthodes de retrouver, celle qui a été utilisée pour remonter la nouvelle série des comptes (base 2015) est la méthode dite de raccordement qui s'inscrit dans la famille des méthodes de retrouver mécanique. Le raccordement se réfère à une

estimation à rebours utilisant les taux de croissance des anciennes séries sur le niveau de l'année de base qui sert de point de liaison. Le raccordement élève ou abaisse le niveau de la série historique en proportion constante dans le temps.

Cela peut être fait en calculant un simple rapport entre les niveaux de la nouvelle série et de l'ancienne série pour une période de chevauchement et en utilisant ce rapport pour prolonger la série jusqu'à la date souhaitée. Cela maintient les taux de croissance de la série chronologique mais augmente ou diminue le niveau de la série, tout en augmentant ou diminuant son poids dans l'agrégation.

Selon les principes de la méthode, les évolutions de la nouvelle base dans le passé seraient les mêmes que celles de l'ancienne base convenablement modifiées. Au sein de la composition de l'agrégat, un niveau de détail est choisi et chaque série dans ce niveau de détail est recalculée de manière isolée. Pour chaque série de la nouvelle base, il est reconstruit son équivalente en ancienne base corrigée des éventuelles erreurs connues et des modifications de concepts et/ou de nomenclature.

DIFFICULTES ET LIMITES DU DOCUMENT

Il convient de souligner que certains documents comptables des entreprises et certaines sources administratives (documents comptables des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, etc.) n'ont pas été reçus avant d'entamer la production des comptes pour l'année 2023.

Au niveau des sociétés non financières, la distinction entre les entreprises du secteur formel et celles du secteur informel demeure complexe à maîtriser. Des défis persistent également en ce qui concerne la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), la qualité du remplissage de ces DSF et le manque de détails dans certaines rubriques pourtant nécessaires pour garantir une élaboration plus précise et fiable des comptes nationaux.



I. SYNTHESE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Baisse de l'activité économique en 2023 avec un taux de croissance de 2,6 %

Un ralentissement de l'activité productive est constaté en 2023. En effet, la croissance économique s'est établie à 2,6 % en 2023 contre 12,2 % en 2022.

Cette croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2023 est principalement attribuable à la contribution de la production agricole (1,9 %) et dans une moindre mesure, à celle des branches de construction (0,7 %) et des activités de fabrication (0,5 %).

1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Selon les estimations récentes du Fonds Monétaire International (FMI) (cf. rapport sur les perspectives économiques, FMI, octobre 2024), le PIB mondial a connu un léger ralentissement en 2023 se situant à 3,3% contre 3,5 % en 2022.

Le ralentissement de la croissance enregistrée en 2023, est la résultante de plusieurs facteurs dont entre autres : l'environnement géopolitique marqué principalement par le conflit russe-ukrainien qui a généré des tensions sur les prix internationaux des matières premières, particulièrement ceux de l'énergie et produits alimentaires qui persistent mais à des niveaux moindres qu'en 2022 et la poursuite du resserrement des politiques monétaires qui ont perturbé l'activité mondiale.

En Afrique subsaharienne, les estimations du FMI indiquent que la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel a ralenti à 3,6 % en 2023, par rapport à une croissance de 4,1 % en 2022. Ce ralentissement est principalement attribué à la hausse des prix mondiaux des produits de base (alimentation et énergie), exacerbée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique a été dynamique en 2023, quasiment au même rythme que l'année précédente. En effet, les estimations en date du mois de septembre 2024, suggèrent que la croissance du PIB réel de l'Union serait de 5,3% en 2023 (contre 5,5 % en 2022). Celle-ci est portée par la bonne tenue de la valeur ajoutée du côté de l'offre, avec la hausse de la production céréalière, et du côté de la demande, avec la hausse de la consommation finale et les investissements soutenus par la réalisation de certains grands chantiers notamment en Côte d'Ivoire avec la construction des infrastructures entrant dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2023. Les perspectives économiques au sein de l'Union restent positives, mais dépendent de facteurs tels que l'évolution des marchés internationaux des matières premières, les politiques budgétaires nationales, la stabilité socio-politique et sécuritaire, ainsi que les effets climatiques.

Selon les dernières projections de la BCEAO réalisées en septembre 2024, la croissance réelle du PIB de l'Union devrait atteindre 5,9 % en 2024, alors qu'elle était de 5,3 % en 2023. Cette prévision repose sur l'expansion de la production céréalière et le renforcement de l'activité dans l'ensemble des secteurs, notamment le secteur secondaire et tertiaire.

1.2 SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

Au Niger, la situation économique est instable du fait de sa dépendance au secteur primaire, fortement dominé par l'agriculture exposée aux aléas climatiques. Elle est aussi marquée par les conditions internationales en lien avec les effets des changements climatiques, les crises sécuritaires internes et dans la sous-région et les tensions géopolitiques. Les perspectives macroéconomiques s'annoncent bonnes en lien avec la mise en exploitation du pipeline pour la production et la commercialisation du pétrole brut à grande échelle. Toutefois, les sanctions économiques et financières imposées par les organismes internationaux et communautaires à la suite des évènements du 26 Juillet 2023 ont significativement impacté la performance de l'activité économique initialement prévue pour s'établir à 7,0 %².

Les estimations du PIB pour l'année 2023, exprimées aux prix de l'année 2022, indiquent un taux de croissance économique de 2,6 %, contre 12,2 % en 2022 (Cf. tableau 1).

En terme nominal, le PIB s'établit respectivement à 9 689,2 miliards et 10 283,1 miliards en 2022 et 2023.

Les évolutions simultanées du PIB réel et du PIB nominal indiquent un recul de l'indice implicite du déflateur du PIB, qui est passé de 104,2 en 2022 à 103,4 en 2023. Par ailleurs, le PIB nominal par habitant s'est établi à 405 333 FCFA en 2023, tandis que le PIB réel par habitant a enregistré une baisse de 1,6 % sur la même période (Cf. tableau annexe 0).

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité

	2022	2023
Secteur primaire	20,2	5,5
Secteur secondaire	3,1	6,5
Secteur tertiaire	8,9	-1,2
Total des valeurs ajoutées	12,3	3,1
Impôts sur les produits	10,7	-7,0
Produit Intérieur Brut	12,2	2,6

Source : Institut National de la Statistique

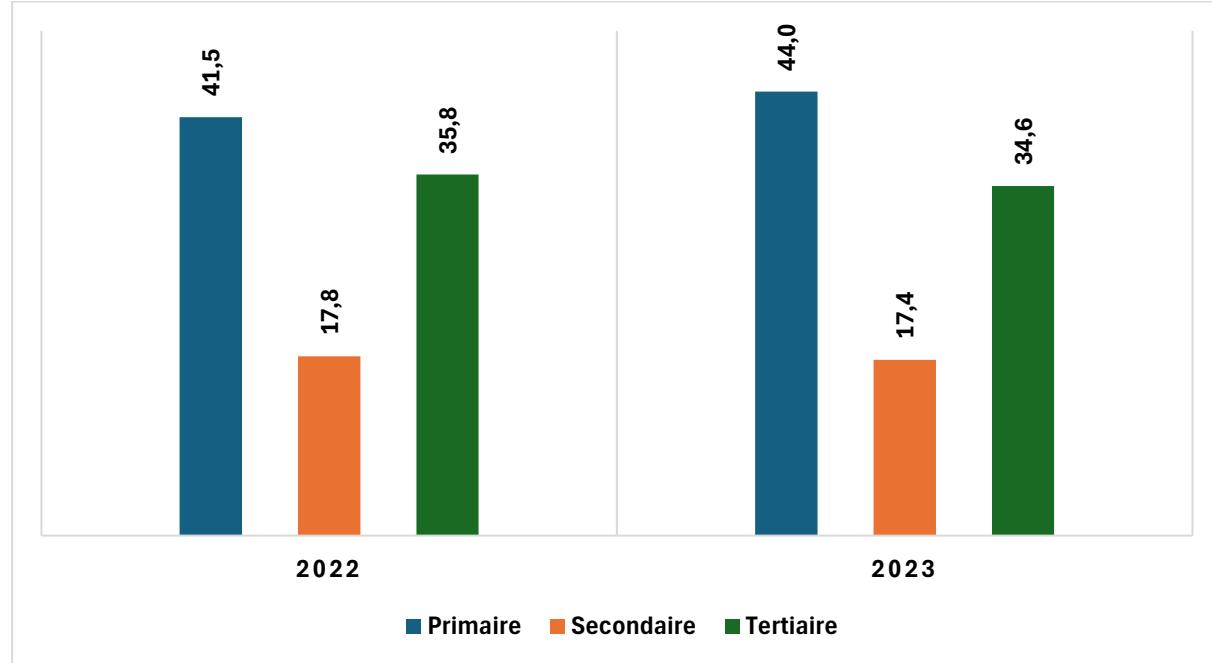
² Le taux de croissance du PIB réel par habitant de 2023 est calculé en rapportant le PIB réel par habitant de 2023 au PIB nominal par habitant de 2022. En effet, le PIB réel de 2023 est le PIB au prix de l'année 2022.



1.3 PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE

L'économie nigerienne est dominée, en 2023, par le secteur primaire avec un poids de 44,0 % dans le PIB global. Ce dernier est suivi par le secteur tertiaire qui pèse 34,6 % dans l'économie globale. Cette même tendance s'est observé en 2022 avec la domination du secteur primaire (41,5 %) suivi du secteur tertiaire (35,8 %).

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)



Source : Institut National de la Statistique

a. BAISSE DE CROISSANCE DU SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire a enregistré un ralentissement de sa croissance passant de 20,2% en 2022 à 5,5 % au cours de l'année 2023 soit une baisse de 14,7 points de pourcentage. Ce ralentissement de la croissance est principalement imputable à la production agricole, se traduisant par une faible croissance de 6,4 % de la branche agriculture en 2023 comparativement à 28,0 % en 2022.

La croissance dans les trois (3) autres branches du secteur primaire a été moins impactée comparée à la branche « agriculture ». La branche « élevage et chasse » a enregistré une croissance de 3,0 % en 2023 comparativement à 3,7 % en 2022 soit une baisse de 0,7 points de pourcentage. Contrairement aux autres branches du secteur primaire, la branche « Sylviculture et exploitation forestière » s'est accrue de 0,5 points de pourcentage passant de 3,6 % à 4,1 % respectivement en 2022 et 2023.

Tableau 2 : Taux de croissance des branches du secteur primaire (en %)

Branches d'activités	2022	2023
Agriculture	28,0	6,4
Élevage et chasse	3,7	3,0
Sylviculture et exploitation forestière	3,6	4,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	2,4	1,9
Secteur primaire	20,2	5,5

Source : Institut National de la Statistique

Dans l'ensemble, le secteur primaire a contribué pour 2,3 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2023 (cf. Tableau N° 11 de l'annexe). Son poids dans le PIB est passé de 41,5 % en 2022 à 44,0 % en 2023, soit une augmentation de 2,5 points de pourcentage (cf. graphique N° 1).

b. AUGMENTATION DU RYTHME DE LA CROISSANCE DU SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire a enregistré une progression en 2023 avec un taux qui s'établit à 6,5 % comparativement à 3,1 % en 2022 soit une hausse de 3,4 points de pourcentage. Cette performance est principalement expliquée par la branche « construction » (12,9 % en 2023 contre 9,3 % en 2022) et celle de la branche « activité de fabrication » (7,2 % en 2023 contre 2,6 % en 2022).

En outre, il a été observé une persistence de la baisse au niveau de la branche « activités extractives » qui passe de -2,3 % en 2022 à -0,6 % en 2023. Toutefois, la branche « production et distribution électricité et gaz » s'établissait à -0,7 % en 2022 contre une stabilité en 2023.

Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire (%)

Branches d'activités	2022	2023
Activités extractives	-2,3	-0,6
Activités de fabrication	2,6	7,2
Production et distribution électricité et gaz	-0,7	-0,0
Production et distribution eau, assainissement	2,8	3,6
Construction	9,3	12,8
Secteur secondaire	3,1	6,5

Source : Institut National de la Statistique

Dans l'ensemble, le secteur secondaire a contribué à hauteur de 1,2 points à la croissance du PIB en 2023 (cf. Tableau n° 11 de l'annexe). Son poids dans le PIB a baissé de 0,4 point de pourcentage entre 2022 et 2023 en s'établissant à 17,4 % en 2023 alors qu'il était de 17,8 % en 2022 (cf. graphique N° 1).



c. FORTE BAISSE DE LA CROISSANCE DU SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire a enregistré une baisse de la croissance de 10,1 points de pourcentage passant de 8,9 % en 2022 à -1,2 % en 2023. Cette situation est imputable aux effets des sanctions économiques et financières auxquelles le Niger a fait l'objet consacrant ainsi une ralentissement du dynamisme au niveau de certaines branches d'activités du secteur.

Cette baisse de la croissance du dudit secteur est imputable aux branches « activité de soutien aux entreprises et de bureau » (-8,4 %), « Activités d'hébergement et de restauration » (-8,1 %), « Activités de santé humaine et d'action sociale » (-8,1 %), « Activités professionnelles, scientifiques et techniques » (-7,1 %), « Activités administration publique » (-4,1 %) et « Enseignement (-1,7 %). Toutefois, il a été observé un ralentissement de l'activité économique au niveau de la branche « Autres service n.c.a » passant de (+17,9 %) à (+6,7 %) respectivement en 2022 et 2023.

Dans l'ensemble, le secteur tertiaire a contribué négativement (-0,4 point de pourcentage) à la croissance du PIB en 2023. Ce secteur pèse environ 34,6 % du PIB en 2023 contre 35,8 % en 2022, soit une baisse de 1,2 points de pourcentage (cf. graphique N°1).

Tableau 4 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire (%)

Branches d'activités	2022	2023
Commerce, réparation auto et motocycles	11,3	-0,4
Transports et entreposages	-0,1	4,0
Activités d'hébergement et de restauration	-5,2	-8,2
Communications et information	-0,9	2,8
Activités financières et d'assurances	15,0	3,4
Activités immobilières	3,2	3,9
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	19,8	-7,1
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-0,1	-8,5
Activités d'administration publique	14,0	-4,1
Enseignement	6,6	-1,7
Activités de santé humaine et d'action sociale	0,3	-8,1
Autres services n.c.a	17,9	6,7
Secteur tertiaire	8,9	-1,2

Source : Institut National de la Statistique

d. BAISSE DES IMPÔTS ET TAXES SUR LES PRODUITS

Les impôts et taxes sur les produits se sont retractés en 2023 passant en 2022 de 10,7 % à -7,0 % en 2023, principalement en lien avec la baisse des activités de « soutien aux entreprise et de bureau » (-8,5 %). La contribution des impôts et taxes sur les produits à la croissance du PIB est passée de 0,6 point de pourcentage en 2022 à une contribution négative (-0,4 point de pourcentage) en 2023 (cf. Tableau n° 11 de l'annexe).

De manière globale, les contributions à la hausse de la croissance du PIB en 2023 des secteurs primaire et secondaire, se sont établies respectivement à 2,3 et 1,2 points de pourcentage. Les contribution à la baisse du secteur tertiaire et des impôts et taxes nets sur les produits, se sont fixées chacun à -0,4 point de pourcentage.

1.4 EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Cette section présente les évolutions des emplois du PIB notamment la consommation finale, l'investissements et l'exportation nette.

a. HAUSSE DE LA CONSOMMATION FINALE

Globalement, les dépenses de consommation ont baissé, passant de 10,4 % en 2022 à 3,0 % en 2023, en lien avec les faibles efforts enregistrés au niveau de la branche « Administration Publique » pour laquelle la croissance est passée de 12,8 % en 2022 à -13,4 % en 2023.

b. BAISSE DU NIVEAU DE CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT

La croissance des investissements a connu une baisse, passant de 21,5 % à -5,0 % respectivement en 2022 et en 2023. Cette situation est principale imputable à la baisse de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en lien avec les activités de fabrication et la construction.

c. ATTENUATION DU DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR

En 2023, les expotations et importations de biens et services ont respectivement baissé de 20,8% et 14,5% . Cependant, on note une atténuation du déficit de la balance commerciale, qui passe de 1 642,7 miliards de FCFA en 2022 à 1 469,7 miliards de FCFA en 2023.

Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (en%)

	2022	2023
(1) Dépense de consommation finale	10,5	3,0
Dépense de consommation finale privée (Ménages et ISBLSM)	9,9	6,6
Dépense de consommation finale des APU	12,8	-13,4
(2) Formation brute de capital (Investissement)	21,5	-5,0
(3) Exportations nettes	21,3	-10,8
Exportations de biens et de services	3,3	-20,8
Importations de biens et de services	13,9	-14,5
Produit Intérieur Brut	12,2	2,6

Source : Institut National de la Statistique

Globalement, les contributions à la croissance du PIB issues de la consommation finale, de l'investissement et du commerce extérieur se sont établies respectivement à 2,5 % ; -1,7 % et 1,8 % en 2023 (cf. Tableau n° 12 de l'annexe).



CONCLUSION

L'année 2023 a été marquée par un net ralentissement de l'activité économique nationale, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à 2,6 %, contre 12,2 % en 2022. Cette performance, bien qu'en repli, est intervenue dans un contexte particulièrement contraignant, caractérisé par des sanctions économiques et financières imposées par les organisations régionales (CEDEAO et UEMOA).

La croissance observée en 2023 a été essentiellement soutenue par le **secteur primaire**, qui a contribué à hauteur de 2,3 points à la croissance du PIB, malgré un fort ralentissement de sa dynamique, imputable principalement à la baisse de la production agricole. Le **secteur secondaire** a également apporté une contribution positive (1,2 points), portée par la bonne tenue des branches de la construction et des activités de fabrication. En revanche, le **secteur tertiaire** a enregistré une contraction de 1,2 %, contribuant négativement à la croissance (-0,4 point), en raison notamment du recul des activités de services, du commerce, de l'hébergement-restauration et de l'administration publique, fortement affectées par les sanctions et la baisse de la demande.

Du côté de la demande, la croissance a été principalement soutenue par la consommation finale, dont la contribution s'est établie à 2,5 %. À l'inverse, l'investissement a fortement reculé (-1,7 %), traduisant une contraction de la formation brute de capital fixe, notamment dans les secteurs de la construction et de l'industrie. Le commerce extérieur a contribué à la croissance (1,8 %), grâce à une atténuation du déficit commercial. Par ailleurs, la baisse des activités commerciales et de certains services a entraîné une contribution négative des impôts et taxes sur les produits de 0,4 point. En définitive, les comptes économiques annuels 2023 mettent en évidence une économie résiliente, enregistrant une performance économique nonobstant un environnement régional défavorable.



REMERCIEMENTS

Ce document a reçu les contributions des personnes ci-après :

- **Monsieur Souleymane ALZOUMA**, Directeur Général par intérim de l'INS ;
- **Monsieur Issaka AMADOU MAMANE**, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE) de l'INS ;
- **Les membres du « Comité-Qualité des données produites par le Système Statistique National (SSN) »** créé par Décision N° 000322 ME/F/INS/DRH/DARC du 17 décembre 2022.

La reproduction de ce document a été assurée par :

- **Madame ABDOURAHAMANE Rabi Mahamadou**, Chef de Service Imprimerie ;
- **Messieurs Kassoum ABDOUL KADER BACHARD, Ousmane DJINGAREY, Mohamed MOUSSA, Alhassane TAHIROU**, Cadre au Service Imprimerie.

La diffusion de ce document a été assurée par :

- **Monsieur Issoufou SAIDOU**, Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique, INS ;
- **Monsieur Boubacar ZAKOU**, Chef de la Division de l'Imprimerie, de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Madame ALI Hadiza**, Cheffe de Service de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Monsieur Abass Ali TASSIOU**, Chef de la Division des Systèmes d'Informations et de Base de données, INS.

Editeur de la publication : Institut National de la Statistique (INS-Niger).



ANNEXES : COMPTES NATIONNAUX ANNUELS 2022 - 2023

**Tableau annexe 0 : Principaux ratios et indicateurs de l'économie nationale**

Libellés	2022	2023
POPULATION ET REVENUS		
Population totale (en 1000 habitants)	24 463 374	25 369 415
Taux de croissance du PIB réel (en %)	12,2	2,6
PIB nominal (en millions de FCFA)	9 688 110,7	10 281 215,3
PIB nominal (en millions de dollars US)	15 531,8	16 950,0
PIB nominal par habitant (en milliers de FCFA)	396,0	405,3
PIB nominal par habitant (en dollars US)	634,9	668,1
PIB réel (en milliards de FCFA)	8 435,3	8 611,0
Accroissement du PIB réel par tête (en %)	8,0	-1,6
Revenu national brut (RNB en milliards de FCFA)	9 512,1	10 107,8
Taux d'épargne intérieure brute (en %)	0,0	0,0
Taux d'investissement (en %)	0,0	0,0
Consommation finale privée (Ménages et ISBLSM) en % du PIB nominal	68,3	71,7
Part de l'informel global dans le PIB nominal (en %)	61,5	64,3
Part de l'agriculture (au sens large) dans le PIB (en %)	41,5	44,0
PRIX ET INFLATION		
Inflation en moyenne annuelle (en %)	4,2	3,7
Inflation en glissement annuel (en %)	0,0	0,0
Variation du déflateur du PIB (en %)	4,2	3,4

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel (en millions de FCFA)**

Libellés	2022	2023
AUX PRIX COURANTS DU MARCHE		
(1) Production	13 707 695	14 553 286
<i>dont informelle</i>	8 018 256	8 829 253
(2) Consommation intermédiaire	4 506 416	4 679 626
<i>dont informelle</i>	2 064 460	2 223 155
(3) Valeur ajoutée (1) - (2)	9 201 279	9 873 660
Sociétés non financières	2 062 501	2 097 716
Sociétés financières	90 118	98 515
Administrations publiques	1 003 526	984 448
Ménages	5 953 796	6 606 099
ISBLSM	91 339	86 883
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	486 831	407 555
Produit Intérieur Brut = (3) +(4)	9 688 111	10 281 215
EN VOLUME CHAINE AU PRIX DE L'ANNEE 2015		
(1) Production	11 882 642	12 099 934
<i>dont informelle</i>	6 629 894	6 916 930
(2) Consommation intermédiaire	3 912 155	3 878 411
<i>dont informelle</i>	1 762 333	1 814 367
(3) Valeur ajoutée	7 968 066	8 218 796
Sociétés non financières	2 005 957	2 064 086
Sociétés financières	93 603	96 795
Administrations publiques	890 011	846 893
Ménages	4 861 369	5 095 047
ISBLSM	84 025	74 019
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	500 408	465 217
Ecart Statistique	-329	7 282
Produit Intérieur Brut	8 468 145	8 691 295

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2022	2023
SECTEUR MODERNE	3 734 315	3 675 116
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	3 150	2 960
Activités extractives	341 856	365 638
Activités de fabrication	260 879	291 062
Production et distribution électricité et gaz	63 303	62 240
Production et distribution eau, assainissement	18 762	19 344
Construction	432 758	398 997
Commerce, réparation auto et motocycles	421 975	434 179
Transports et entreposages	93 527	101 728
Activités d'hébergement et de restauration	54 063	44 182
Communications	153 441	141 957
Activités financières et d'assurances	90 118	98 515
Activités immobilières	4 467	3 866
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	56 646	54 086
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	50 055	41 993
Activités d'administration publique	713 651	713 332
Enseignement	273 299	265 536
Activités de santé humaine et d'action sociale	108 091	97 229
Autres services n.c.a	107 442	130 716
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	486 831	407 555
SECTEUR INFORMEL	5 953 796	6 606 099
Agriculture	2 957 610	3 397 989
Élevage et chasse	786 646	821 076
Sylviculture et exploitation forestière	180 507	216 858
Pêche, pisciculture, aquaculture	88 504	83 626
Activités extractives	78 516	93 960
Activités de fabrication	409 616	457 109
Production et distribution électricité et gaz	12 339	12 770
Production et distribution eau, assainissement	36 745	38 529
Construction	65 058	50 764
Commerce, réparation auto et motocycles	930 188	970 433
Transports et entreposages	91 854	110 122
Activités d'hébergement et de restauration	19 826	20 511
Communications	5 892	6 067
Activités immobilières	119 286	125 229
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	75 561	97 452
Enseignement	33 831	35 035
Activités de santé humaine et d'action sociale	36 251	38 279
Autres services n.c.a	25 566	30 290
Produit Intérieur Brut	9 688 110	10 281 215

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2022	2023
SECTEUR MODERNE	3 579 605	3 549 995
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	2 402	2 608
Activités extractives	408 143	393 775
Activités de fabrication	241 254	265 709
Production et distribution électricité et gaz	64 569	64 055
Production et distribution eau, assainissement	20 052	20 643
Construction	465 385	528 543
Commerce, réparation auto et motocycles	342 228	336 371
Transports et entreposages	77 943	78 904
Activités d'hébergement et de restauration	54 204	43 418
Communications	158 215	162 573
Activités financières et d'assurances	93 603	96 795
Activités immobilières	4 633	4 160
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	48 124	44 712
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	33 361	23 681
Activités d'administration publique	621 620	595 996
Enseignement	252 945	246 961
Activités de santé humaine et d'action sociale	98 541	86 405
Autres services n.c.a	97 094	103 966
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	500 408	465 217
SECTEUR INFORMEL	4 861 369	5 095 047
Agriculture	2 216 343	2 357 457
Élevage et chasse	653 151	672 729
Sylviculture et exploitation forestière	157 469	163 887
Pêche, pisciculture, aquaculture	69 391	70 688
Activités extractives	73 785	82 763
Activités de fabrication	370 764	390 259
Production et distribution électricité et gaz	11 693	12 170
Production et distribution eau, assainissement	37 640	39 133
Construction	75 155	81 183
Commerce, réparation auto et motocycles	810 078	812 222
Transports et entreposages	69 241	73 975
Activités d'hébergement et de restauration	91 103	112 535
Communications	5 560	5 804
Activités immobilières	116 954	122 123
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	45 391	47 733
Enseignement	31 247	32 512
Activités de santé humaine et d'action sociale	32 860	34 283
Autres services n.c.a	22 977	24 094
Ecart statistique	27 171	46 254
Produit Intérieur Brut	8 468 145	8 691 295

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2022	2023
Secteur primaire (1)	4 016 417	4 522 510
Agriculture	2 957 755	3 398 138
Elevage et chasse	789 651	823 888
Sylviculture et exploitation forestière	180 507	216 858
Pêche, pisciculture, aquaculture	88 504	83 626
Secteur secondaire (2)	1 719 832	1 790 414
Activités extractives	420 372	459 598
Activités de fabrication	670 496	748 171
Production et distribution électricité et gaz	75 641	75 011
Production et distribution eau, assainissement	55 507	57 873
Construction	497 816	449 761
Secteur tertiaire (3)	3 465 030	3 560 736
Commerce, réparation auto et motocycles	1 352 163	1 404 612
Transports et entreposages	185 381	211 850
Activités d'hébergement et de restauration	73 889	64 694
Communications	159 333	148 024
Activités financières et d'assurances	90 118	98 515
Activités immobilières	123 753	129 095
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	56 646	54 086
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	125 616	139 444
Activités d'administration publique	713 651	713 332
Enseignement	307 130	300 571
Activités de santé humaine et d'action sociale	144 342	135 507
Autres services n.c.a	133 008	161 006
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	9 201 279	9 873 660
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les produi	486 831	407 555
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	9 688 110	10 281 215

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2022	2023
Secteur primaire (1)	3 107 205	3 278 309
Agriculture	2 216 442	2 357 550
Elevage et chasse	655 491	675 295
Sylviculture et exploitation forestière	157 469	163 887
Pêche, pisciculture, aquaculture	69 391	70 688
Secteur secondaire (2)	1 753 712	1 867 367
Activités extractives	491 750	488 848
Activités de fabrication	604 840	648 123
Production et distribution électricité et gaz	76 123	76 122
Production et distribution eau, assainissement	57 770	59 861
Construction	544 751	614 729
Secteur tertiaire (3)	3 072 058	3 033 850
Commerce, réparation auto et motocycles	1 147 857	1 143 816
Transports et entreposages	148 270	154 215
Activités d'hébergement et de restauration	111 002	101 848
Communications	163 849	168 461
Activités financières et d'assurances	93 603	96 795
Activités immobilières	121 716	126 453
Activités professionnelles, scientifiques et techn	48 124	44 712
Activités de soutien aux entreprises et de burea	79 258	72 554
Activités d'administration publique	621 620	595 996
Enseignement	284 200	279 484
Activités de santé humaine et d'action sociale	131 357	120 671
Autres services n.c.a	120 061	128 048
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	7 968 066	8 218 796
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les p	500 408	465 217
Écart Statistique	-329	7 282
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	8 468 145	8 691 295

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut ou optique dépense (en millions de FCFA)

Libellés	2022	2023
AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ		
(1) Dépense de consommation finale	8 049 635	8 647 167
Dépense de consommation finale privée	6 620 821	7 374 138
Dépense de consommation finale des APU	1 428 814	1 273 029
(2) Formation brute de capital (Investissement)	3 271 406	3 095 557
(21) Formation brute de capital fixe	3 195 667	3 077 927
(22) Variation de stocks	75 739	17 630
(3) Exportations nettes	-1 632 930	-1 461 508
Exportations de biens et de services	982 910	848 320
Importations de biens et de services	2 615 840	2 309 828
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	9 688 111	10 281 215
EN VOLUME CHAINE AUX PRIX DE L'ANNEE 2015		
(1) Dépense de consommation finale	6 879 390	7 087 360
Dépense de consommation finale privée	5 606 871	5 975 469
Dépense de consommation finale des APU	1 272 794	1 101 842
(2) Formation brute de capital (Investissement)	3 064 001	2 910 245
(21) Formation brute de capital fixe	3 009 033	2 909 497
(22) Variation de stocks	88 145	20 115
(3) Exportations nettes	-1 439 234	-1 284 009
Exportations de biens et de services	871 867	690 666
Importations de biens et de services	2 333 484	1 994 150
Ecart Statistique	-36 012	-22 300
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	8 468 145	8 691 295

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 7 : Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu (en millions de FCFA)

Libellés	2022	2023
(1) Rémunération des salariés	1 551 207	1 550 935
Salaires versés par les Sociétés non financières	542 121	540 527
Salaires versés par les sociétés financières	52 539	58 041
Salaires versés par les Administrations publiques	594 621	563 567
Salaires versés par les ménages	290 616	320 978
Salaires versés par les ISBLSM	71 310	67 822
(2) Impôts nets de subventions	593 305	504 355
dont TVA non déductible	301 750	235 305
(3) Excédent brut d'exploitation	7 543 599	8 225 925
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	9 688 110	10 281 215

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs (%)**

Libellés	2022	2023
Secteur primaire (1)	20,2	5,5
Agriculture	28,0	6,4
Élevage et chasse	3,7	3,0
Sylviculture et exploitation forestière	3,6	4,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	2,4	1,9
Secteur secondaire (2)	3,1	6,5
Activités extractives	-2,3	-0,6
Activités de fabrication	2,6	7,2
Production et distribution électricité et gaz	-0,7	-0,00
Production et distribution eau, assainissement	2,8	3,6
Construction	9,3	12,8
Secteur tertiaire (3)	8,9	-1,2
Commerce, réparation auto et motocycles	11,3	-0,4
Transports et entreposages	-0,1	4,0
Activités d'hébergement et de restauration	-5,2	-8,2
Communications et information	-0,9	2,8
Activités financières et d'assurances	15,0	3,4
Activités immobilières	3,2	3,9
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	19,8	-7,1
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-0,1	-8,5
Activités d'administration publique	14,0	-4,1
Enseignement	6,6	-1,7
Activités de santé humaine et d'action sociale	0,3	-8,1
Autres services n.c.a	17,9	6,7
(4) Total des valeurs ajoutées	12,3	3,1
(5) Impôts sur les produits	10,7	-7,0
Produit Intérieur Brut	12,2	2,6

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (en%)

Libellés	2022	2023
Secteur primaire (1)	105,7	106,7
Agriculture	107,1	108,0
Élevage et chasse	101,5	101,3
Sylviculture et exploitation forestière	103,4	115,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	105,9	92,8
Secteur secondaire (2)	105,3	97,8
Activités extractives	109,2	110,0
Activités de fabrication	103,3	104,1
Production et distribution électricité et gaz	99,2	99,2
Production et distribution eau, assainissement	99,5	100,6
Construction	106,5	80,1
Secteur tertiaire (3)	102,7	104,1
Commerce, réparation auto et motocycles	103,8	104,2
Transports et entreposages	99,0	109,9
Activités d'hébergement et de restauration	110,2	95,4
Communications et information	94,8	90,4
Activités financières et d'assurances	98,9	105,7
Activités immobilières	100,1	100,4
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	106,6	102,8
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	118,4	121,3
Activités d'administration publique	102,1	104,3
Enseignement	99,4	99,5
Activités de santé humaine et d'action sociale	107,7	102,2
Autres services n.c.a	100,2	113,5
(4) Total des valeurs ajoutées	104,5	104,0
(5) Impôts sur les produits	99,4	90,0
Produit Intérieur Brut	104,2	103,4

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (en %)**

Libellés	2022	2023
TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL		
(1) Dépense de consommation finale	10,5	3,0
Dépense de consommation finale privée	9,9	6,6
Dépense de consommation finale des APU	12,8	-13,4
(2) Formation brute de capital (Investissement)	21,5	-5,0
(3) Exportations nettes	21,3	-10,8
Exportations de biens et de services	3,3	-20,8
Importations de biens et de services	13,9	-14,5
Produit Intérieur Brut	12,2	2,6
DEFFLATEURS DU PIB		
(1) Dépense de consommation finale	104,5	104,3
Dépense de consommation finale privée	104,9	104,5
Dépense de consommation finale des APU	102,6	102,9
(2) Formation brute de capital (Investissement)	102,5	99,6
(21) Formation brute de capital fixe	102,4	99,6
(22) Variation de stocks	105,7	102,0
(3) Exportations nettes	102,1	100,3
Exportations de biens et de services	103,9	109,0
Importations de biens et de services	102,7	103,3
Produit Intérieur Brut	104,2	103,4

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)

Libellés	2022	2023
Secteur primaire (1)	7,7	2,3
Agriculture	7,3	1,9
Élevage et chasse	0,3	0,2
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,0
Secteur secondaire (2)	0,6	1,2
Activités extractives	-0,1	-0,0
Activités de fabrication	0,2	0,5
Production et distribution électricité et gaz	-0,0	-0,0
Production et distribution eau, assainissement	0,0	0,0
Construction	0,5	0,7
Secteur tertiaire (3)	3,3	-0,4
Commerce, réparation auto et motocycles	1,6	-0,0
Transports et entreposages	-0,0	0,1
Activités d'hébergement et de restauration	-0,0	-0,1
Communications et information	-0,0	0,0
Activités financières et d'assurances	0,1	0,0
Activités immobilières	0,0	0,0
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,1	-0,0
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	-0,0	-0,1
Activités d'administration publique	1,0	-0,3
Enseignement	0,2	-0,1
Activités de santé humaine et d'action sociale	0,0	-0,1
Autres services n.c.a	0,2	0,1
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	11,6	3,0
(5) Impôts sur les produits	0,6	-0,4
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	12,2	2,6

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)

Libellés	2022	2023
(1) Dépense de consommation finale	8,8	2,5
Dépense de consommation finale privée	6,9	4,5
Dépense de consommation finale des APU	1,9	-2,0
(2) Formation brute de capital (Investissement)	6,8	-1,7
(21) Formation brute de capital fixe	5,1	-1,1
(22) Variation de stocks	1,7	-0,6
(3) Exportations nettes	-3,4	1,8
Exportations de biens et de services	0,4	-2,1
Importations de biens et de services	3,8	-3,9
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	12,2	2,6

Source : Institut National de la Statistique



GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES UTILISEES

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les administrations publiques sont des entités créées par décision politique, et qui ont une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur les autres unités institutionnelles dans un domaine donné. Les fonctions principales des administrations sont de fournir des biens et services à la communauté dans son ensemble ou aux ménages de manière individuelle, de se financer par des impôts ou d'autres revenus, de redistribuer les revenus par des transferts, et de produire des biens et services non marchands.

AGREGATS

Ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie (ex : la valeur ajoutée, le revenu, la consommation, l'épargne, le produit intérieur brut).

BRANCHES D'ACTIVITE

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activités ou dans des types d'activités similaires.

COMPTES A PRIX CONSTANTS

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants par un indice approprié.

COMPTES A PRIX COURANTS

Ce sont des comptes dans lesquels les opérations sont évaluées aux prix effectifs convenus entre les parties. Les prix de marché constituent la référence de base pour la valorisation. En absence d'opération sur le marché, la valorisation est faite sur la base des coûts encourus ou par référence aux prix de marché pratiqués pour des biens ou des services analogues.

CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE

C'est un coût de production qui représente l'usure normale du stock de capital fixe détenu par le producteur. La "normalité" exclut les destructions dues à la guerre ou à des catastrophes naturelles.

La consommation de capital fixe peut différer très sensiblement de l'amortissement comptable des immobilisations dans la comptabilité des entreprises, notamment en cas d'inflation élevée.

Quand on soustrait cet agrégat des grandeurs brutes comme la valeur ajoutée brute ou l'épargne brute, on obtient des valeurs dites "nettes".

COMPTES EN VOLUME CHAINE

Ce sont des comptes à prix constant dans lesquels l'effet de la variation du prix est éliminé en mesurant les flux aux prix de l'année précédente. Le chainage des volumes se fait en multipliant les indices en volume des années, chaque indice ayant pour base l'année précédente.

CONSOMMATION INTERMEDIAIRE

C'est la valeur des biens et services consommés lors d'un processus de production. Ces biens et services peuvent être transformés ou simplement utilisés lors de ce processus.

Elle exclut l'achat par les entreprises d'œuvres d'art, de métaux précieux ou de bijoux. Elle ne comprend pas non plus l'usure de capital fixe. Par contre la location de biens de capital fixe (machines, bâtiments), les droits, commissions, royalties, etc., sont considérés comme étant des consommations intermédiaires.

CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DU PIB

Elle permet de savoir dans quel sens et de combien une composante a participé à l'évolution du PIB constant.

DEFLATEUR DU PIB

Indice composite qui reflète la variation moyenne des prix des biens et services qui entrent dans la composition du PIB (PIB courant/PIB constant)

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE

C'est ce que paient les ménages résidents en biens et services pour leur consommation.

Ceci exclut l'achat ou la construction pour compte propre de logements ainsi que l'achat d'objets de valeur.

La dépense de consommation par les administrations peut concerner des biens et services, marchands ou non marchands, collectifs ou individuels.

ECART STATISTIQUE

Lorsqu'on estime un agrégat en volume chainé, il en découle la perte de l'additivité entre l'agrégat et ses composantes. L'écart statistique est observable

comme étant la différence entre la somme des composantes d'un agrégat et la valeur de l'agrégat.

EPARGNE INTERIEURE BRUTE

Produit intérieur brut moins la dépense de consommation finale totale.

Les sociétés n'ayant pas de consommation finale, leur épargne est égale à leur revenu disponible.

EXPORTATIONS FAB

C'est la valeur des marchandises majorée des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière, non compris le montant des droits et taxes de sortie.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)

C'est la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production.

IMPORTATIONS CAF

C'est la valeur des importations (valeur de la marchandise au point de sortie du pays exportateur, plus les frais d'acheminement (fret et assurances) jusqu'à la frontière du pays importateur, mais avant tout paiement de droits ou de taxes d'entrée).

IMPOTS SUR LES PRODUITS

Ce sont des paiements sans contrepartie, en nature ou en espèces, effectués par les unités institutionnelles au bénéfice des administrations.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

C'est un indicateur de mesure de l'inflation au sein des pays membres de l'UEMOA. Cet indice est dit "harmonisé" car le même instrument de suivi de l'évolution des prix a été mis en place dans ces pays, en utilisant une méthodologie commune.

L'inflation peut être mesurée en glissement annuel ou en moyenne annuelle.

INFLATION EN GLISSEMENT ANNUEL

Variation des prix du mois de décembre de l'année courante par rapport au même mois de l'année précédente.

INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

Variation du rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois à la moyenne des indices des douze mois précédents.

INTERMEDIATION FINANCIERE

C'est l'activité de production par laquelle une unité institutionnelle encourt des dettes en son nom propre, dans le but d'acquérir des actifs financiers en s'engageant dans des opérations financières sur le marché.

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE

Elle est définie comme une présentation des comptes du SCN sous forme matricielle qui développe les interrelations entre le tableau des ressources et des emplois et comptes sectoriels en vue, particulièrement, de l'analyse des relations entre les caractéristiques structurelles d'une économie et la distribution du revenu et des dépenses entre les groupes de ménages. La présentation qui est faite dans ce document est très agrégée et exclusivement exemplative.

MENAGES

C'est un secteur qui regroupe les activités d'entreprises individuelles des ménages. Ces activités peuvent relever du domaine du rural (agriculture, élevage, pêche et forêt) ou de celui de l'informel pur (toute activité économique non rurale et non enregistrée exercée par les ménages en tant qu'entrepreneurs individuels).

En dehors des activités d'entreprises individuelles, les ménages ont une fonction de consommation et de production de services de logements. Ils ont également une production non marchande de services domestiques.

NOMENCLATURE D'ACTIVITES

La définition des branches dépend d'une nomenclature d'activités. Celle-ci a un lien étroit avec celle des produits, puisque chaque activité se caractérise en particulier par les produits qu'elle réalise. En conséquence, activités et produits constituent deux approches complémentaires pour définir le contour effectif de la production.

OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES

Elles retracent l'origine des biens et services (ressources) utilisés par l'économie nationale et leurs différentes utilisations (emplois).

Le total des ressources en biens et services (production + importation) est nécessairement égal au total des emplois (consommation intermédiaire + consommation finale + formation brute de capital fixe + variations de stocks + exportations).



POINT DE POURCENTAGE

C'est l'unité de la différence entre deux pourcentages. Elle est calculée par la soustraction des deux valeurs indiquées en pour cent.

POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

C'est la position de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

PRIX NEGOCIE DE L'URANIUM

C'est le prix négocié entre les autorités nigériennes et les acheteurs.

PRODUCTION

La production peut être décrite d'une manière générale comme l'activité consistant à utiliser des "inputs" pour produire des "outputs".

Les outputs peuvent être des biens ou des services qui peuvent être délivrés à d'autres unités.

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels on peut établir des droits de propriétés, et dont la propriété peut être transférée d'une unité à une autre.

Les services sont définis comme des "changements dans les conditions de consommation". Ces modifications peuvent être :

- des modifications sur un bien consommé : transport, nettoyage, réparation, transformation, etc.;
- des modifications dans la condition physique des personnes : transport, services de santé, coiffure, etc.;
- des modifications dans la condition mentale des personnes : éducation, activité de conseil, etc.;
- des modifications dans l'état économique de l'unité elle-même : assurance, intermédiation financière, protection, etc.

On distingue :

- la production marchande : ensemble des biens et services pouvant faire l'objet de vente ou d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

- la production des services non marchands : services fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi gratuit.

PRODUCTION POUR COMPTE PROPRE DES MENAGES

C'est la production par les ménages de biens et

services destinés à la consommation finale ou à la formation brute de capital fixe de ces ménages.

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Lorsque l'on décompose l'activité de production d'une économie pendant une période donnée, on fait apparaître une création de valeur appelée valeur ajoutée. La somme des valeurs ajoutées des unités de production (ou des branches, ou des secteurs.) constitue la valeur créée dans l'ensemble de l'économie, appelée Produit Intérieur Brut.

On peut définir aussi le PIB comme la somme des rémunérations des salariés versées, des excédents bruts d'exploitation et des impôts liés à la production et à l'importation nets des subventions d'exploitation reçues (c'est-à-dire moins subventions).

On distingue :

- Le PIB par tête** : PIB divisé par l'effectif de la population au 1^{er} juillet.
- Le PIB à prix courants** : PIB évalué aux prix courants du marché (on parle aussi de PIB nominal).
- Le PIB à prix constants** : PIB évalué aux prix constants du marché (on parle aussi de PIB réel).

REMUNERATION DES SALARIES

C'est le total des sommes versées par une entreprise à ses employés, en nature ou en espèce, en contrepartie de leur travail au cours de la période de compte.

La notion de "rémunération des salariés" suppose l'existence d'un contrat, formel ou non, entre l'employeur et l'employé, par lequel une personne touche un salaire en contrepartie d'un travail.

REVENU NATIONAL BRUT (RNB)

Il est égal au PIB augmenté des revenus du travail et de la propriété provenant du reste du monde et diminué des revenus du travail et de la propriété versés au reste du monde.

REVENU MIXTE

C'est l'ensemble des revenus des ménages résultant des activités productrices d'une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage et du travail d'un ménage en tant qu'employé.

SECTEUR INFORMEL

Encore appelé secteur non structuré, il regroupe les unités productrices qui ont une activité non enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite.

SECTEUR INSTITUTIONNEL

C'est un ensemble d'unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, on utilise la fonction économique principale et/ou les ressources principales. Les unités institutionnelles sont classées en quatre secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières, administrations publiques et ménages.

SECTEUR MODERNE

Également appelé secteur formel, secteur structuré ou secteur organisé sur le plan comptable, il regroupe les unités productrices qui fournissent (ou devraient fournir) des informations économiques (DSF ou autres documents comptables) et/ou qui ont des structures de production dites modernes.

SECTEUR PRIMAIRE

Il comprend essentiellement les activités liées à la transformation du milieu naturel : agriculture, chasse, pêche et forêt.

SECTEUR PRIVE

Il comprend l'ensemble des entreprises dont le capital est détenu par des personnes physiques, des personnes morales privées ou des sociétés privées.

SECTEUR SECONDAIRE

Il regroupe les activités industrielles (y compris les industries extractives).

SECTEUR TERTIAIRE

Il inclut tout ce qui n'est pas classé dans le secteur primaire ou dans le secteur secondaire. Il est formé principalement des activités de services (commerce, transports, banques, assurances, administrations).

SERVICES D'ASSURANCES

L'activité d'assurance consiste à fournir individuellement à des unités institutionnelles exposées à certains risques une protection financière contre les conséquences que pourrait avoir la réalisation de ces risques.

SERVICES D'INTERMEDIATION FINANCIERE

La production du service d'intermédiation financière, appelée "Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurée" (SIFIM) est mesurée par la différence entre les revenus de la propriété perçus (intérêts sur les prêts accordés) et les revenus de la propriété versés (intérêts payés). Les intérêts perçus

excluent les intérêts sur fonds propres.

SOCIETES FINANCIERES

Elles regroupent les institutions de crédit et les entreprises d'assurance. Il s'agit de sociétés ayant une activité d'intermédiation financière ou une activité d'auxiliaire financier.

SOCIETES NON FINANCIERES

Les sociétés (ou quasi-sociétés) non financières sont des sociétés ou quasi-sociétés dont l'activité principale consiste à produire des biens ou des services non financiers marchands. Le secteur des sociétés non financières se compose de l'ensemble suivant d'unités institutionnelles résidentes :

- a) Toutes les sociétés non financières résidentes, indépendamment de la résidence de leurs actionnaires ;
- b) Toutes les quasi-sociétés non financières résidentes, y compris tous les établissements ou les succursales d'entreprises non financières étrangères qui sont engagés, sur une importante échelle et pour une longue durée, dans la production sur le territoire économique du pays ;
- c) Toutes les institutions sans but lucratif résidentes qui sont des producteurs marchands de biens ou de services non financiers.

SOLDE BUDGETAIRE DE BASE

C'est l'ensemble des recettes courantes diminuées des dépenses courantes et des dépenses en capital sur ressources propres.

SUBVENTIONS

Ce sont des versements sans contrepartie opérés par les administrations, éventuellement non-résidentes, au profit des entreprises, et qui sont fonction du niveau de leur activité ou de la quantité ou de la valeur des biens et services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Elles ont pour objet d'influencer les niveaux de production, les prix auxquels sont vendus les produits, ou le revenu de l'entreprise.

TAUX DE COUVERTURE DU COMMERCE EXTERIEUR

Rapport de la valeur des exportations de biens sur la valeur des importations de biens.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL

L'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie, le rythme de création de sa richesse.



NOMENCLATURE NATIONAL DES ACTIVITES-NATIONAL NOMENCLATURE OF ACTIVITIES

CODES	Correspondance CITI/ISIC	INTITULÉS	DESCRIPTION
A10	01	Agriculture et activités annexes	Agriculture and related activities
A20	01	Elevage, chasse et activités annexes	Animal production, hunting and related activities
A30	02	Sylviculture, exploitation forestière et activités annexes	Forestry, logging and related activities
A40	03	Pêche, pisciculture et aquaculture	Fishing, aquaculture and related activities
B10.1	06	Extraction d'hydrocarbures	Extraction of crude petroleum and natural gas
B10.2	07	Extraction de minerais d'uranium	Extraction of uranium ores
B10.3	07	Extraction de minerais d'or	Extraction of gold ores
B10.4	08	Extraction de pierres, sables et argile	Extraction of stones, sand and clay
B10.5	08	Autres activités extractives et de soutien	Other extractive activities and support service
C10.1	10 à 12	Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs	Manufacture of food products, beverages and tobacco
C10.2	13 à 15	Fabrication de textiles, d'habillement et de cuir	Manufacture of textiles, clothing and leather
C10.3	17,18	Fabrication de papier, imprimerie et reproduction	Manufacture of paper, printing and reproduction
C10.4	19	Cokéfaction et raffinage pétrolier	Manufacture of coke and refined petroleum products
C10.5	20, 21	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	Manufacture of chemical and pharmaceutical products
C10.6	23	Ciment et autres produits minéraux	Cement and other mineral products
C10.7	16- 22, 24-33	Autres activités de fabrication	Other manufacturing
D10	D	Production et distribution d'électricité, de gaz et de vapeur	Production and distribution of electricity, gas and steam
E10	E	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets	Production and distribution of water, sanitation, waste management
F10	F	Construction	Construction
G10.1	45	Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	Sale and repair of motor vehicles and motorcycles
G10.2	46, 47	Commerce de gros et de détail	Wholesale and retail Trade
H10	H	Transports et entreposages	Transport and Storage
I10	I	Hébergement et restauration	Accommodation services, food and beverage service activities
J10	J	Information et communication	Information and communication
K10	K	Activités financières et d'assurances	Financial and insurance service activities
L10	L	Activités immobilières	Real estate activities
M10	M	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Professional, scientific and technical activities
N10	N	Activités de soutien et de bureau	Support and office activities
O10	O	Activités d'administration publique	Public administration
P10	P	Education	Education
Q10	Q	Activités de santé humaine et d'action sociale	Human health and social work activities
R10	R	Autres activités de services n.c.a	Other service activities

